



Centraide United Way Canada

Réponse consultative Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté

30 juin 2017

Mettre à profit la force des communautés :

Réponse de Centraide United Way Canada concernant la Stratégie de réduction de la pauvreté

Centraide United Way est heureux de l'invitation lancée par le gouvernement fédéral aux Canadiens afin qu'ils contribuent à l'élaboration d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

Centraide United Way est le plus important bailleur de fonds non gouvernemental du secteur des services sociaux au Canada. La lutte contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion sociale sont au cœur de la mission du Mouvement Centraide United Way, qui consiste à améliorer la qualité de vie des gens, notamment les plus vulnérables, et à bâtir la collectivité en incitant les citoyens à l'action et en suscitant l'action concertée. Centraide United Way investit chaque année plus de 500 millions de dollars pour renforcer nos communautés.

La réduction de la pauvreté est un objectif fondamental de nos investissements dans des stratégies visant la réduction de l'itinérance, l'amélioration de la réussite chez les enfants et les jeunes et la création de communautés fortes. Centraide United Way investit dans trois domaines clés pour aider les gens à sortir ou à éviter le cycle de la pauvreté : la stabilité du logement, la sécurité alimentaire, l'emploi et la stabilité financière.

Dans l'ensemble du Canada, le Mouvement Centraide United Way regroupe une large coalition de sympathisants et de partenaires du monde des affaires (petites et grandes entreprises), du travail, des organismes sans but lucratif, et des communautés locales. Ensemble, le Mouvement Centraide United Way s'efforce d'identifier des solutions à long terme afin de créer des opportunités pour une vie meilleure pour tous dans nos communautés.

En prévision de l'appel du gouvernement à la mobilisation, Centraide United Way Canada a constitué un groupe de travail spécial sur la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté, composé de représentants de plus de 25 Centraide United Way. En plus de contribuer de par sa vaste expérience, le Groupe de travail a organisé des discussions communautaires sur la pauvreté partout au Canada. Les résultats de ces consultations, présentés dans l'Annexe, ont fait part de ce rapport au gouvernement fédéral.

Les facteurs qui contribuent à la pauvreté sont complexes et variés, et pour s'y attaquer efficacement, des mesures doivent être prises par de nombreuses parties prenantes, y compris les gouvernements, les organismes à but non lucratif, les travailleurs, les milieux d'affaires, les groupes religieux, les personnes qui ont connu la pauvreté, les membres des communautés autochtones et les leaders communautaires.

Centraide United Way Canada encadre la discussion sur la pauvreté autour de la promotion de quatre résultats thématiques :

- **Opportunité** - un accès égal pour tous en vue de profiter des possibilités et des services que nous considérons comme acquis, tels que les services de soutien social, de formation et de santé. Alors que l'égalité des chances ne garantit pas de résultats égaux, elle devrait permettre à chacun de mettre en œuvre et d'atteindre son plein potentiel. Dans un pays aussi riche que le Canada, l'égalité des chances, conjuguée à des politiques publiques saines, crée une zone tampon robuste contre l'omniprésence de la pauvreté et pose les fondations pour une économie dynamique. Le logement, l'éducation, la santé, le travail et le revenu restent les éléments de base sur lesquels l'égalité des chances est fondée.
- **Inclusion** - La Banque mondiale définit l'intégration sociale comme le processus d'amélioration de la capacité, des chances et de la dignité des personnes, défavorisées en fonction de leur identité, pour participer à la société. Des personnes de tous les horizons doivent pouvoir participer à une vie sociale épanouie pour bénéficier et créer des ressources culturelles, professionnelles et récréatives.
- **Réconciliation** - l'héritage des pratiques coloniales, et les effets particulièrement destructeurs des pensionnats, de l'éclatement des familles entraînant une pauvreté et un désespoir intragénérationnels. Ces conditions sont présentes dans un trop grand nombre de réserves, alors que ceux qui vivent à l'extérieur des réserves font trop souvent face à de la discrimination et des difficultés. Il existe un éveil spirituel chez les jeunes autochtones. Le Canada doit soutenir les communautés autochtones alors qu'elles et leurs membres déterminent leur place et leur avenir.
- **Prospérité** – une économie forte est essentielle pour le bien-être de la communauté et la lutte contre la pauvreté. La prospérité du Canada doit cependant être partagée de manière plus large. Trop de Canadiens tombent dans la pauvreté. Travailler dur et suivre les règles, et même obtenir un diplôme universitaire, devraient libérer les gens de la pauvreté, mais ce n'est pas le cas. Le Fonds monétaire international a constaté que « l'augmentation de la part du revenu des personnes à faible revenu et de la classe moyenne permettrait l'augmentation réelle de la croissance, tandis qu'une croissance de la part des revenus des 20 % les plus élevés entraîne une croissance plus faible, autrement dit, une société qui se dote d'un revenu plancher élève le plafond économique.

L'héritage d'une absence fédérale prolongée

Dans les années 1970 et une bonne partie des années 1980, le gouvernement fédéral a transféré des fonds importants et des points fiscaux aux provinces pour encourager des conditions sociales adéquates au sein de leurs populations respectives. Ces actions sont mises en évidence au sein de l'engagement du Canada dans le cadre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (PIRDESC). L'article 11 du Pacte reconnaît « le droit de toute personne à un niveau de vie décent pour elle-même et sa famille, y compris une saine alimentation, des vêtements et un logement appropriés, ainsi qu'une amélioration constante de ses conditions d'existence. »

Malheureusement, à la fin des années 1980 et en forte progression au cours des années 1990, une succession de gouvernements fédéraux ont manqué à cet engagement pour améliorer les conditions sociales afin de s'attaquer à des contraintes budgétaires.

Parmi d'autres mesures, en 1995, le gouvernement fédéral a remplacé le Plan d'aide du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Le TCSPS a éliminé la plupart des normes fédérales tout en réduisant les transferts annuels de 7 milliards de dollars. Certaines provinces ont profité de cette flexibilité accrue. En 1995, par exemple, le gouvernement de l'Ontario a réduit les prestations d'aide sociale de plus de 20 % et annulé tous les nouveaux projets en matière de logements abordables.

En 1996, le gouvernement fédéral a transféré les programmes de logement social aux provinces et aux villes. En l'absence de leadership national, la construction de logements abordables a fortement diminué.

Les communautés, les organismes et les familles ont directement subi les effets négatifs de ce désengagement par les hauts fonctionnaires. L'itinérance visible a augmenté en flèche, les banques alimentaires temporaires sont devenues des acteurs permanents, et la pauvreté s'est propagée dans les quartiers de la classe moyenne. Paradoxalement, des niveaux sans précédent en matière d'offre de logements du secteur privé ont été accompagnés par des augmentations de prix largement supérieures à la croissance du revenu national. Le manque de logements abordables a fait augmenter l'écart entre les ménages à faible revenu et à revenu moyen et ceux qui se situent au sommet.

Réponse des communautés : stratégies locales

En cette absence de leadership, les communautés ont commencé à se tourner vers leurs propres ressources afin de lutter contre la croissance de la pauvreté et de l'itinérance et pour améliorer le sort des personnes défavorisées par les changements dans les conditions socio-économiques. Les organisations de développement communautaire incluant les United Way et Centraide locaux, Tamarack Institute, Vibrant Communities et d'autres ont mobilisé une multitude d'acteurs locaux, notamment des entreprises, des organismes sans but lucratif, et ceux ayant vécu la pauvreté et les administrations municipales, pour se concentrer sur la création de solutions en matière de quartier. Centraide United Way a déplacé son financement de l'assurance des niveaux de service au renforcement de la capacité pour produire un impact sur la communauté. Au cours des dix dernières années, le résultat a été l'émergence de stratégies de réduction de la pauvreté et de l'itinérance élaborées à l'échelle locale.

De nombreuses communautés amorcent le processus en recherchant des problèmes locaux, en identifiant les priorités, en recueillant des données sur les impacts et en faisant des ajustements pour améliorer les résultats. La flexibilité de cette approche basée sur la communauté permet une adaptation attentive aux changements de conditions et à la compréhension des problèmes. Par exemple, de nombreuses tables rondes locales menées par la communauté ont commencé par se concentrer sur l'itinérance, puis ont élargi leur vision pour aborder les problèmes sous-jacents de la pauvreté.

À Montréal, la lutte contre la pauvreté a été placée dans un contexte plus large de

développement social, en améliorant les conditions et les possibilités afin que tous puissent atteindre leur plein potentiel. Les tables rondes de quartier, composées de membres issus de différents milieux, ont permis d'aider à déterminer les problèmes les plus pressants et à développer des stratégies durables.

Le Réseau Succès Scolaire de Montréal est présent au sein de douze communautés ciblant les écoles pour travailler avec les parents et les partenaires du système de santé et de services sociaux, la municipalité, les organismes communautaires et les secteurs de l'emploi et des affaires afin de réduire le taux de décrochage scolaire et pour encourager les décrocheurs à retourner à l'école secondaire. Une meilleure planification et coordination ont permis un effet collectif plus important que les programmes ou les silos isolés. Le taux d'obtention de diplôme a augmenté de 68 % à 76 %.

À Saint John, le gouvernement, les entreprises, les organismes sans but lucratif et les quartiers ont formé une équipe de direction pour établir des priorités, développer des stratégies et mettre en œuvre des solutions. Ciblant les quartiers les plus pauvres de la ville de Saint John, Living SJ a mobilisé ses efforts pour mettre fin à la pauvreté générationnelle en supprimant les obstacles à l'éducation, à la santé et à l'emploi de ceux qui vivent dans des quartiers à faible revenu.

Pour Saint John, le développement d'un centre communautaire a offert une telle solution. « Être pauvre est un travail à temps plein, » a déclaré une personne, en parlant de la nécessité de voyager d'un bureau à l'autre pour maintenir son admissibilité aux prestations. Le carrefour communautaire de Saint John fournit un guichet unique en intégrant les services gouvernementaux et les services communautaires sous un même toit, réduisant ainsi les obstacles afin que les clients trouvent les ressources nécessaires et complètent les formalités requises.

D'autres locaux ont aussi adopté des processus en démarrage pour développer des solutions communautaires. À Edmonton et à Hamilton, les gouvernements municipaux assurent la direction d'une alliance composée d'organismes, de Centraide et de citoyens afin de réaliser une vision partagée et d'identifier les opportunités locales. À Saskatoon, Centraide travaille avec d'autres membres de la collectivité pour réduire la pauvreté, y compris la réconciliation avec les populations autochtones locales. Dans de nombreux cas, les gouvernements provincial et fédéral sont représentés lors des rencontres communautaires. Dans tous les cas, les dirigeants locaux prédominent.

Les collaborations multisectorielles visent également à éloigner la pauvreté des radars politique, social et économique d'une communauté. L'association de partenaires divers crée des synergies et aide à générer un impact collectif, en renforçant la capacité de la communauté à supporter des changements systémiques positifs. De plus, les solutions locales peuvent piloter des projets novateurs à des niveaux supérieurs, pour lesquels les différents niveaux de gouvernement ne s'y risqueraient pas, mais ceux-ci peuvent parfois être mis à l'échelle ou répliqués. Un avantage secondaire est que les solutions intégrées peuvent augmenter l'efficacité en n'ayant pas besoin de produire des rapports distincts à différents bailleurs de fonds de différentes façons.

Tous les gouvernements provinciaux, à l'exception de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, ont élaboré des stratégies de réduction de la pauvreté, en travaillant avec les éléments de base créés par les communautés locales. De même, un cadre fédéral de soutien doit être mis en place de bas en haut dans un large éventail de stratégies

communautaires.

Rétablir le rôle fédéral de soutien

Le gouvernement fédéral dispose d'outils puissants pour résoudre les problèmes nationaux. Dans son budget de 2016, le gouvernement fédéral a utilisé les dépenses fiscales, les transferts de revenus, et les dépenses de programmes pour entreprendre le processus pour contrer vingt années de négligence.

L'Allocation canadienne pour enfants, réformée, fournit un paiement mensuel important pour les familles ayant des enfants de moins de 18 ans. Le Supplément de revenu garanti a été augmenté pour les aînés vivant seuls et qui sont les plus vulnérables. Le besoin pour un engagement de plus de 30 milliards de dollars pour le logement, y compris dans les réserves, est criant. Ce sont des marqueurs importants pour lesquels nous pouvons être reconnaissants. Il faut cependant en faire davantage, et il est possible de le faire.

Par exemple, les deux derniers budgets fédéraux incluaient des niveaux d'investissements pour les infrastructures sans précédent. Ces investissements, s'ils sont mis en œuvre de manière intelligente, peuvent devenir un moyen efficace d'exploiter des atouts et des opportunités supplémentaires qui profitent à la communauté locale et qui soutiennent la réduction de la pauvreté.

La gestion ascendante rencontre la gestion descendante – s'appuyer sur les initiatives menées par la communauté

Dans les consultations récentes (voir l'Annexe A), les organismes du mouvement Centraide ont reconnu que les collectivités et les organismes s'attendent à ce qu'une présence fédérale renouvelée en matière de réduction de la pauvreté respecte le travail acharné et les gains créés au niveau local au cours des 25 dernières années. Les bonnes nouvelles sont que des partenariats communautaires entre les entreprises, les institutions régionales, les organismes et les personnes ayant une expérience vécue se sont mobilisés de manière non partisane et offrent un « lieu sûr » où de nouvelles initiatives fédérales peuvent s'établir, se développer et prospérer.

Certaines communautés ont de nombreux antécédents en matière de partenariats communautaires, d'autres moins, et certaines n'ont pas encore commencé. UWC conclut que les résultats obtenus démontrent comment les approches menées par la communauté sont essentielles pour réussir à lutter contre la pauvreté.

Par conséquent, de nouvelles initiatives fédérales doivent encourager le renforcement de la capacité au niveau communautaire. Un modèle viable pourrait s'inspirer de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI), qui a été conçue pour aider les communautés à renforcer leurs capacités, leurs ressources et leurs mesures incitatives visant à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies globales pour réduire l'itinérance.

Recommandation 1 : La Stratégie fédérale de réduction de la pauvreté doit reconnaître et encourager les initiatives menées par la communauté, en reconnaissant et en renforçant la capacité des groupes locaux à rechercher des solutions locales.

Maintenir le soutien public

Centraide United Way Canada rêve d'un avenir où l'inclusion et la prospérité partagée, pour tous les Canadiens, progressent au-delà des lignes partisans ou des simples changements d'orientation politique. Afin de renforcer le développement social en tant que priorité partagée de tous, tout comme la couverture de santé universelle, le leadership national doit agir comme le quart-arrière pour le progrès.

Le succès de nombreux partenariats locaux entre les organismes, les entreprises, Centraide et les gouvernements municipaux et ceux ayant une expérience vécue, pour la création de réseaux locaux afin de mobiliser leurs communautés pour lutter contre la pauvreté, suggère un modèle repositionnable et évolutif pour un organisme national de surveillance.

À l'instar des réseaux communautaires, ce nouvel organisme doit être non partisan et indépendant du gouvernement, et largement représentatif de la communauté afin d'obtenir la confiance du public pour ses efforts. Ceux ayant une expérience vécue en matière de pauvreté, et en particulier les peuples autochtones, doivent être présents à la table.

Les fonctions essentielles doivent être dotées de ressources suffisantes :

- Agir en tant qu'ambassadeur pour la réduction de la pauvreté
- Établir des mesures et des repères pour la réduction de la pauvreté au Canada
- Surveiller et faire rapport sur les progrès réalisés en ce qui a trait aux objectifs de la SRP en utilisant des repères établis et d'autres indicateurs
- recommander des solutions et des perfectionnements politiques visant à réduire la pauvreté et à promouvoir la prospérité et l'inclusion sociale.

UWC a commandé un rapport distinct auprès de Michael Mendelson qui examinera la structure et les fonctions qui serviront le mieux la cause.

Recommandation 2 : Mettre en œuvre un nouvel organisme national indépendant, structuré de façon similaire aux groupes communautaires locaux, avec un leadership diversifié, afin de diriger les efforts de réduction de la pauvreté et de produire des rapports sur les progrès.

Soutien en matière de logement et du revenu

La pauvreté n'est pas un facteur neutralisant l'égalité des chances. Le sexe, la race et d'autres facteurs sont importants et doivent être reconnus dans la conception des réponses. Les enfants au sein de familles monoparentales, les personnes handicapées et les personnes seules sont trois fois plus susceptibles de connaître la pauvreté. Les populations autochtones vivant hors réserve et les nouveaux arrivants sont deux fois plus susceptibles que les Canadiens moyens de vivre dans la pauvreté.

Les consultations pancanadiennes, organisées par le mouvement Centraide United Way, ont posé des questions sur les trois principaux problèmes qui doivent être abordés dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Il y avait un large consensus sur le fait

que la sécurité du revenu se retrouvait en tête de liste. L'accessibilité au logement a été identifiée comme l'*élément clé* pour la sécurité du revenu.

En effet, les gens ont expliqué comment le coût élevé de loyer les a obligés à faire des compromis significatifs dans leur mode de vie, tels que consommer des aliments de moindre qualité ou recourir à des banques alimentaires, et lésiner sur d'autres nécessités comme les médicaments d'ordonnance.

Parmi les autres enjeux, mentionnons la santé mentale, la sécurité alimentaire, l'emploi et l'éducation, la garde d'enfants, l'éducation préscolaire, le transport et les infrastructures communautaires. Cependant, le logement et le revenu ont clairement été établis comme étant les priorités.

La province de l'Ontario a mis en œuvre un projet pilote de revenu de base dans trois municipalités, ciblant les travailleurs pauvres et les bénéficiaires de l'aide sociale. Cette initiative enrichira l'information sur les impacts sur l'éducation et la formation, l'emploi dans une économie de plus en plus précaire axée sur les « petits boulots », la santé, le fonctionnement de la communauté et les coûts. Le gouvernement fédéral ainsi que l'organisme national proposé surveilleront ces développements avec un intérêt soutenu.

Pourtant, des mesures immédiates sont nécessaires pour répondre aux questions de logement abordable auxquelles sont confrontés nos citoyens les plus défavorisés. Centraide United Way a mis en place le Collectif pancanadien pour le logement, une alliance composée d'associations de logement sans but lucratif et privé, ainsi que des grandes fondations, qui appelle à des mesures audacieuses pour combler les besoins en matière de logement abordable au Canada. Le CPL a recommandé l'introduction d'une prestation de logement transférable (PLT), fournie directement aux ménages locataires dans le besoin, pour augmenter l'abordabilité des logements locatifs et réduire l'itinérance.

Étant donné que le manque d'argent s'inscrit à la racine des défis en matière de logement abordable et d'itinérance, Centraide United Way croit qu'une PLT devrait devenir un élément commun qui sous-tend la Stratégie nationale sur le logement du Canada et la Stratégie de réduction de la pauvreté.

Les fonds fédéraux peuvent être ciblés pour ceux qui sont le plus dans le besoin et doivent respecter le cadre des contraintes budgétaires. En fonction de la latitude fiscale, une PLT pourrait être développée pour aider davantage de locataires à faible revenu. Finalement, une SRP évoluée pourrait également être dupliquée dans le cadre d'une initiative de revenu subséquente. Il ne s'agit pas de l'un ou de l'autre; c'est une question de premières étapes.

Recommandation 3 : Le gouvernement fédéral doit introduire une prestation de logement transférable pour réduire la « pauvreté en matière de logement. »

Bénéfices communautaires

L'ensemble des ordres gouvernementaux au Canada entend investir environ 500 milliards de dollars dans les projets d'infrastructure d'envergure au cours de la prochaine décennie. Ces investissements peuvent créer des occasions pour lutter contre la pauvreté et pour le développement social en profitant d'avantages

supplémentaires pour les communautés d'accueil dans lesquelles se situent les projets d'infrastructure. Les avantages potentiels comprennent l'emploi, la formation, l'apprentissage, l'approvisionnement local, les achats sociaux ou divers équipements communautaires.

Par exemple, certaines communautés autochtones ont négocié avec succès des ententes sur les avantages sociaux avec les entreprises de développement des mines et des sables bitumineux. À Toronto, le Metrolinx provincial a inclus des ententes de prestations communautaires pour créer des emplois, des formations et des stages pour les groupes prioritaires. Les autres avantages pourraient contenir les centres d'accueil, des aires de jeux et des parcs. Nous devons mobiliser nos investissements dans l'infrastructure physique pour maximiser les résultats sociaux et le développement d'actifs communautaires.

UWC a mis sous contrat l'économiste Armine Yalnizyan pour préparer un document distinct traitant des avantages pour la communauté dans un contexte de réduction de la pauvreté.

Recommandation 4 : Les initiatives d'infrastructure du Canada doivent inclure des éléments et des mécanismes axés sur la réduction de la pauvreté qui permettent aux communautés d'organiser et de sécuriser des avantages sociaux spécifiques en les incorporant dans le processus de passation des marchés.

Respecter la voix des populations autochtones

L'un des principaux thèmes dans les consultations de UWC était l'impératif d'inclure des personnes ayant des expériences vécues. En résumé, « Rien sur nous sans nous. »

Cela est particulièrement vrai pour les communautés et les personnes autochtones. Les injustices commises contre les peuples autochtones ont créé un appauvrissement et une marginalisation inacceptables. Pour rétablir la confiance, nous devons reconnaître ces erreurs, et écouter et apprendre de ceux qui ont souffert.

Avant l'arrivée des colons européens, les riches pratiques culturelles et spirituelles des autochtones leur ont permis de prospérer et de survivre pendant des milliers d'années dans un climat rude. On constate un nouvel esprit de résilience et de renouveau, alors que les peuples autochtones cherchent à réclamer leur juste place parmi nous. Le nombre d'autochtones ayant des diplômes d'études postsecondaires est sans précédent. Avec l'un des taux de natalité les plus élevés, la population indigène est prête à devenir une source importante de travailleurs qualifiés, d'entrepreneurs et de leaders communautaires.

Que ce soit à l'intérieur d'une réserve ou hors réserve, les peuples autochtones revendiquent le territoire leur permettant de recréer les conditions socio-économiques nécessaires pour réaliser leur plein potentiel. Le Canada est largement peuplé par des citoyens ayant un ensemble diversifié d'appartenances ethniques du monde entier. Il est temps de reconnaître les fautes passées et de se réconcilier avec les valeurs culturelles de ceux dont nous cohabitons les terres.

Recommandation 5 : La SRP doit reconnaître la pauvreté disproportionnée des peuples autochtones du Canada, ainsi qu'incorporer et développer les appels à

l'action de la CVRC.

Mettre en place des infrastructures sociales

211 est un système d'information et de navigation facile à retenir qui relie les gens à un large éventail de services sociaux, de ressources communautaires et de programmes liés à la santé. Le service téléphonique 211 est disponible dans plus de 150 langues, y compris celles des peuples autochtones, 24 heures par jour. Centraide est un fier partenaire fondateur de 211 au Canada, et il fournit un financement et du soutien.

Actuellement, 65 % des Canadiens peuvent utiliser le service de 211 en ligne et par téléphone pour les aider à trouver les services nécessaires. De plus en plus, 211 est également accessible par messagerie texte et les chaînes de médias sociaux. Étendre le service 211 à tous les Canadiens est maintenant à portée de main et réalisable grâce à un partenariat du gouvernement fédéral.

211 et les carrefours communautaires sont des moyens efficaces de rapprocher les citoyens et les services dans le but d'avoir un impact significatif sur la pauvreté, en offrant un soutien continu à ceux qui cherchent à transformer leur vie.

En outre, les capacités de renseignement d'affaires de 211 sont de plus en plus reconnues comme un contributeur majeur à la planification du système. Les données sur le demandeur et les données Internet agissent comme un baromètre social, offrant un ensemble unique d'indicateurs sociaux presque en temps réel. Sa capacité à surveiller les signaux décalés dans les modèles de besoin peut être définie comme un ensemble de données pour l'analyse des tendances et des progrès. Sa base de données de fournisseurs de services a été utilisée par les planificateurs pour réduire la complexité du développement et de la prestation des services.

L'infrastructure de 211 est de plus en plus utilisée pour générer encore plus d'impact. La plus récente innovation sociale de 211 est un service plus intensif et ciblé pour les personnes les plus à risque. Grâce au financement de la Fondation Green Shields Canada, 211 a modelé avec succès une relation de soutien plus approfondie avec les ménages actifs pauvres pour améliorer les résultats en matière de santé, en élargissant l'accès aux services de santé. Aux États-Unis, United Way de Houston utilise 211 pour sortir les mères célibataires de la pauvreté grâce à un programme de sensibilisation proactive, de mentorat spécialisé vie et de soutien d'encadrement.

Centraide United Way Canada propose que 211 développe et mette en œuvre au Canada un service de soutien amélioré, similaire à la gestion des cas, s'adressant aux personnes et aux familles vivant dans la pauvreté. Les personnes présentant des facteurs de risque de pauvreté élevés seraient invitées à participer à une évaluation de l'offre de services et à un suivi sur une base de cas par cas. En s'appuyant sur son capital social de données et de services, ce service amélioré fournirait une ressource intensive 24 heures par jour grâce à de multiples plateformes de communication, notamment la messagerie texte, les médias sociaux, le téléphone, pour les personnes et les familles à faible revenu pour les aider à trouver les solutions, en vue de passer à la prochaine étape et transformer leur vie. Le préposé au soutien aurait accès à l'historique complet du dossier de référence de la personne afin de l'orienter vers l'étape suivante la plus efficace.

Recommandation 6 : Le gouvernement fédéral doit s'associer à UWC et aux municipalités pour étendre le service 211 à tous les Canadiens et pour lancer un nouveau service de soutien amélioré visant à aider les Canadiens à sortir de la pauvreté ou de l'itinérance.

Le moment est venu de se montrer audacieux

La pauvreté endémique a une incidence négative sur chacun d'entre nous : elle affecte les enfants, leur alimentation, leur croissance et leur capacité à apprendre; elle rend nos communautés moins inclusives; elle fait bondir les coûts liés aux soins de santé et aux infrastructures; et elle freine la croissance économique de notre pays ainsi que sa compétitivité.

Lorsque tous les Canadiens ont la possibilité d'apporter une contribution importante à la société, de sentir qu'ils font partie intégrante de nos communautés et de réaliser leurs rêves, notre pays gagne en prospérité. Nous profitons tous des avantages qui découlent d'une meilleure santé, d'une vie heureuse et d'un sentiment de bien-être.

Les Canadiens estiment qu'il est de notre devoir d'aider nos concitoyens dans nos communautés. Une action audacieuse du gouvernement fédéral serait un facteur de changement important. Ensemble, nous pouvons bâtir un Canada plus fort. Ensemble, tout devient possible.

Liste de recommandations

Recommandation 1 : La Stratégie fédérale de réduction de la pauvreté doit reconnaître et encourager les initiatives menées par la communauté, en reconnaissant et en renforçant la capacité des groupes locaux à rechercher des solutions locales.

Recommandation 2 : Mettre en œuvre un nouvel organisme national indépendant, structuré de façon similaire aux groupes communautaires locaux, avec un leadership diversifié, afin de diriger les efforts de réduction de la pauvreté et de produire des rapports sur les progrès.

Recommandation 3 : Le gouvernement fédéral doit introduire une prestation de logement transférable pour réduire la « pauvreté en matière de logement. »

Recommandation 4 : Les initiatives d'infrastructure du Canada doivent inclure des éléments et des mécanismes axés sur la réduction de la pauvreté qui permettent aux communautés d'organiser et de sécuriser des avantages sociaux spécifiques en les incorporant dans le processus de passation des marchés.

Recommandation 5 : La SRP doit reconnaître la pauvreté disproportionnée des peuples autochtones du Canada, ainsi qu'incorporer et développer les appels à l'action de la CVRC.

Recommandation 6 : Le gouvernement fédéral doit s'associer à Centraide United Way et aux municipalités pour étendre le service 211 à tous les Canadiens et pour lancer un nouveau service de soutien amélioré visant à aider les Canadiens à sortir de la pauvreté ou de l'itinérance.

Annexe A : Voix de la communauté

Les organismes United Way et Centraide de partout au Canada ont organisé des échanges communautaires, dont la plupart ont été tenus la semaine du 24 avril, pour prendre le pouls de la communauté sur la pauvreté en utilisant un ensemble de questions communes. Les rapports sur ces échanges communautaires ont contribué à informer et à fonder la soumission de CUWC.

Question A. Proposer une vision directrice pour la Stratégie concernant la réduction de la pauvreté du Canada. Décrire à quoi le succès de la stratégie ressemblera dans votre communauté, et comment l'évaluer et le soutenir.

Beaucoup de personnes rassemblées par les organismes Centraide et United Way ont identifié l'élimination de la pauvreté comme la vision directrice ultime, et considéré la réduction de la pauvreté comme un premier pas important afin d'atteindre cet objectif. Plus audacieux et plus ambitieux, cet objectif a été perçu comme conforme aux valeurs du Canada et pouvant permettre aux personnes de tous horizons de participer à leurs communautés en tant que citoyens à part entière.

En ce sens, beaucoup ont cité le besoin de se concentrer sur ce qui aide les familles à survivre et ce qui les fait prospérer dans un monde en constante évolution.

« Tout le monde a droit à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à leur dignité et à leur bien-être... des communautés saines et dynamiques où les besoins fondamentaux sont satisfaits et où les personnes ont le pouvoir de participer pleinement à la vie communautaire. » – United Way of Halifax and Region

« La lutte contre la pauvreté doit être en mesure de transmettre une vision et des objectifs clairs, précis et cohérents pour réduire les préjugés et les inégalités sociales, l'exclusion sociale et la pauvreté. » – Centraide du Québec

« Les enfants, les familles et les personnes contribuent à notre communauté, créant un pays où nous prospérons tous. » – United Way Greater Saint John

De même, définir des objectifs clairs a été identifié comme l'élément clé pour l'avancement de toute stratégie. United Way of Calgary and Area propose une vision avec quatre repères clés:

- Tout le monde au Canada possède les revenus et les actifs nécessaires pour prospérer
- Tous les peuples autochtones sont des participants égaux à la prospérité future du Canada
- Toutes les communautés au Canada sont fortes, positives et inclusives, et
- Tout le monde peut facilement accéder à de bons services et de bonnes ressources de soutien.

Lors des consultations de United Way of London-Middlesex and Elgin et United Way of Windsor-Essex County, les gens ont proposé que les objectifs doivent viser à éliminer la pauvreté au cours des 20 prochaines années. Reconnaissant le défi que cela pose, un participant a noté que « *20 ans sera difficile, mais qu'il est encore plus difficile de vivre dans une communauté pauvre.* »

À quoi ressemblerait une réussite

Tout en reconnaissant que des revenus adéquats sont fondamentaux pour réduire la pauvreté, un fil conducteur parmi les participants est une compréhension que la pauvreté est de nature multidimensionnelle.

« La réussite est un Canada où personne n'a faim, n'est forcé d'être sans-abri ou sans-emploi... Tout citoyen au Canada a droit à la dignité humaine, ce qui comprend un accès raisonnable à des aliments sains, des logements sûrs, des soins de santé opportuns, une scolarité postsecondaire abordable, de bons emplois, des systèmes de transport en commun efficaces, des activités récréatives et de loisirs gratuits pour profiter d'un niveau de vie de qualité. » – United Way of Toronto and York Region

United Way of Winnipeg conclut qu'une stratégie efficace doit inclure des investissements visant à aborder les facteurs de causalité précoces et sous-jacents, plutôt que les « problèmes en aval » dans les domaines de la santé, de la justice, de la protection de l'enfance et d'autres systèmes.

« L'éradication complète de l'itinérance... un revenu de base ou garanti pour les citoyens canadiens. » – United Way of Greater Victoria

L'importance de résultats mesurables a également été soulignée par plusieurs. Par exemple, United Way of Calgary and Area identifient :

- Réductions pour : le taux de criminalité, les problèmes de santé mentale non traités, les dépendances, la violence familiale, les recours aux banques alimentaires et aux refuges, le chômage
- Augmentations pour : les revenus, l'espérance de vie, les niveaux d'éducation, la mobilité sociale, les logements abordables, l'accès à des aliments nutritifs et aux médicaments sous ordonnance,

Comment mieux évaluer et soutenir

United Way croit que des données pertinentes doivent être à la base des stratégies robustes et durables. Les données longitudinales sont reconnues comme un moyen le plus efficace de mesurer les résultats uniquement à plus long terme (p. ex. l'employabilité ou la mobilité sociale). Des mesures à plus court terme sont également importantes pour indiquer les niveaux d'activité (p. ex. les taux d'obtention du diplôme d'études secondaires). Les données en temps réel de 211 peuvent prendre en charge cette fonction d'intelligence économique en produisant des rapports liés à des enquêtes sur une base immédiate ou quotidienne, tout aussi bien que la comparaison des résultats annuels.

Alors que des initiatives éprouvées nécessitent un financement de base, les approches novatrices nécessitent un cadre d'évaluation pour s'assurer que les ressources sont destinées aux programmes les plus efficaces.

Les participants à Calgary et à Halifax suggèrent que les indicateurs nationaux de succès doivent être sensibles aux variations régionales. Les grandes communautés peuvent avoir plus de ressources que les plus petites. Les régions rurales et éloignées font face à des problèmes plus graves en matière d'accessibilité à des logements et des aliments abordables, tandis que les obstacles au transport empêchent tout accès complet aux services sociaux et de santé nécessaire.

Plusieurs communautés ont indiqué que les partenariats doivent être au cœur de toute stratégie proposée. La stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement du Canada devrait reconnaître que travailler en silos n'est pas efficace et que se concentrer à aligner son travail sur des stratégies communautaires préexistantes est essentiel.

« Nous devons mettre à profit et orienter le financement vers des solutions efficaces tout en désinvestissant dans celles qui ont peu ou pas d'impact. Ces décisions en matière d'investissement doivent être isolées des interférences politiques. » – United Way Greater Saint John

Centraide Grand Montréal rapporte que la décentralisation de nombreux ministères provinciaux a créé de plus grandes possibilités d'approches intersectorielles aux problèmes locaux. Ce renforcement des communautés les encourage dans leurs aspirations collectives et contribue à contrer les silos. L'impact de leur détermination et de leurs ressources sur la réduction de la pauvreté est multiplié.

Un nombre d'organismes United Way a cité la relation entre la durabilité et la responsabilité. L'analyse des données et les rapports peuvent aider à s'assurer que les investissements sont dirigés vers les lieux où ils auront le plus grand impact. La communication au sujet de l'efficacité des initiatives est essentielle pour obtenir le soutien de la population tout au long des périodes de changement au sein des programmes politiques.

« La Stratégie nationale de réduction de la pauvreté doit être une stratégie pluriannuelle responsable et globale qui est exhaustive et financée, avec des objectifs clairement définis et des rapports annuels. La collecte régulière de données et les cycles de suivi et d'évaluation programmés seront essentiels pour maintenir une stratégie réussie. Les circonstances actuelles exigent une certaine audace, un engagement à apporter des changements, une ouverture à explorer de nouvelles idées et un éloignement de la « mentalité de peur, de compétition et de pénurie. » – United Way of Toronto and York Region

Plusieurs organismes United Way ont souligné la nécessité d'impliquer ceux qui ont une expérience vécue en matière de pauvreté, pas simplement par consultation, mais dans la conception, l'essai et l'adaptation d'initiatives et de programmes. *« Incluez-les dans le processus décisionnel. »*

B. Identifier les solutions communautaires réussies qui pourraient être adaptées et reproduites ailleurs pour réduire la pauvreté.

Les organismes communautaires et United Way sont souvent les « premiers intervenants » à la privation sociale émergente. Beaucoup de municipalités, grandes et petites, ont élaboré des stratégies de réduction de la pauvreté, souvent en réponse à un problème d'itinérance. Dans de nombreuses communautés, les organismes, United Way et les citoyens ont organisé des tables rondes communautaires pour définir les priorités, coordonner les services et développer des solutions.

À Winnipeg, l'accent sur les populations autochtones est un élément clé d'un processus de réconciliation plus large avec ceux qui ont le moins d'opportunités et les pires conditions. Le conseil des relations autochtones de United Way Winnipeg, créé en 2005, développe des connaissances, des relations, de la capacité et de l'engagement au sein de la communauté autochtone et au-delà.

« Notre région est à la fois rurale et urbaine. Les programmes d'accompagnement permettent à ceux qui vivent dans les zones rurales ou les déserts alimentaires d'entrer dans les zones urbaines pour accéder aux services de santé et à des choix alimentaires plus abordables (épiceries, supermarchés plutôt que de devoir acheter auprès d'un dépanneur de quartier). » – United Way of Greater Moncton and Southeastern New Brunswick

Le programme *All in for Youth* de United Way Calgary a intégré des mentors, des subventions pour le transport en commun, des tutoriels de mathématiques et forums d'emploi pour améliorer les taux de graduation chez les étudiants du secondaire, en augmentant leur employabilité et leurs perspectives de revenus. Calgary a également mis en place des carrefours et des jardins communautaires, un abonnement transport pour les personnes à faible revenu et un point d'entrée unique pour tous les programmes et services subventionnés par la municipalité.

Dans le comté de Windsor et d'Essex, les programmes locaux de formation professionnelle et d'apprentissage ont amélioré l'accès au marché du travail. Computers for Kids réhabilite et recycle les appareils électroniques pour accroître l'accès aux ordinateurs pour les enfants et les jeunes. L'utilisation des arts créatifs, comme les cercles de tambours, l'art, la poésie verbale, la danse et les leçons de musique ont amélioré le bien-être général.

« Impliqué dans un certain nombre d'initiatives de lutte contre la pauvreté, y compris les revenus de base, les marchés publics à caractère social, les cliniques gratuites de préparation de déclarations de revenus, les salons de l'emploi et l'accueil de nombreuses possibilités d'engagement communautaire (p. ex. les consultations communautaires pour le Projet pilote de revenu de base de l'Ontario et la Stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement fédéral). » – Halton Poverty Roundtable (organisée par UW of Halton & Hamilton)

À Saint John, United Way a été un partenaire dans la création de Living SJ, qui a mobilisé les communautés locales et les entreprises pour élaborer un agenda commun, mesurer les résultats, échanger de l'information tout en soutenant une large participation des parties prenantes. L'ajout de plus de 10 millions de dollars sur cinq ans par le gouvernement provincial pour réduire la pauvreté intragénération en fut un des résultats.

Un participant à la consultation de Winnipeg a observé que les programmes de SV et du RPC avaient bien fonctionné pour nos aînés. Cette forme de sécurité du revenu devrait être disponible pour les familles avec de jeunes enfants. La nécessité d'un revenu de base a été mentionnée lors de nombreuses autres consultations.

United Way a encouragé la création de groupes communautaires pour mobiliser le soutien aux initiatives de lutte contre la pauvreté. De nombreuses municipalités canadiennes ont mis au point des stratégies de réduction de la pauvreté, en lien avec ces partenaires communautaires. Tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, à l'exception de ceux de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, ont annoncé des stratégies de réduction de la pauvreté. Par conséquent, une stratégie fédérale de réduction de la pauvreté, fondée sur ces actifs existants, pourrait être un élément qui change la donne.

C. Quels sont les trois principaux problèmes dans votre communauté que la Stratégie de réduction de la pauvreté du Canada doit aborder? Pour réduire efficacement la pauvreté, quelles initiatives ou innovations la Stratégie doit-elle inclure?

Les trois principaux problèmes :

La priorité absolue pour la plupart des organismes United Way est la sécurité du revenu, qui pour beaucoup comprend le logement abordable.

Le logement abordable est essentiel pour fournir des environnements sûrs dans lesquels les familles et les personnes peuvent trouver de la stabilité et s'épanouir. Les prestations liées au logement et les initiatives de lutte contre l'itinérance sont des solutions importantes pour améliorer la sécurité du logement. Une prestation de logement portable fournirait un soulagement immédiat aux familles et aux individus ayant un besoin de logement essentiel et améliorerait leurs choix dans ce domaine.

Dans une période d'emploi précaire (l'économie axée sur les « petits boulots »), le soutien du revenu, la formation et les opportunités demeurent essentiels à la réduction de la pauvreté en offrant une sécurité aux personnes tout en obtenant les compétences requises par un marché du travail en constante évolution.

Dans les collectivités rurales et éloignées, le manque de transport abordable constitue un obstacle majeur à l'accès au travail et aux possibilités de formation, aux aliments sains, aux ressources en santé, etc.

La sensibilisation des consommateurs à la qualité des aliments a permis de mieux faire connaître les besoins pour des aliments abordables et nutritifs pour toutes les couches de la société. La sécurité alimentaire apparaît comme un thème puissant dans la mobilisation des efforts de réduction de la pauvreté, pas seulement dans les « déserts alimentaires » urbains, mais aussi dans nos communautés rurales et éloignées.

United Way of Edmonton Capital Region concentre ses efforts sur l'éducation, le revenu et le bien-être. Investir en éducation de la petite enfance et dans l'augmentation du taux d'achèvement des études secondaires réduit les risques de pauvreté. Un revenu adéquat améliore la sécurité alimentaire et du logement, tandis que la stabilité financière et les compétences professionnelles rétablissent l'espoir et la dignité. Le bien-être, c'est-à-dire le bien-être personnel et la sécurité, signifie un accès facile aux services et une aide soutenue pour bâtir des vies plus stables et des communautés en bonne santé.

En bref, les revenus adéquats et les logements abordables figurent dans la liste des préoccupations exprimées dans de nombreuses consultations. Diverses autres questions, telles que l'alimentation, la santé mentale et la petite enfance ont également été avancées, reflétant la variété des besoins et des préoccupations locaux.

Initiatives requises pour la SRP

L'évolution des conditions économiques et du marché du travail a éliminé plusieurs étapes pour la réussite. De nouvelles réponses sont nécessaires, fondées sur les conditions locales et sur les actifs de la communauté. Les voix de ceux qui vivent dans la pauvreté, en particulier les personnes autochtones, doivent être entendues.

« Par le passé, les façons traditionnelles pour sortir de la pauvreté ont permis aux gens de trouver leurs propres solutions. Aujourd'hui, ces méthodes ne fonctionnent plus. De plus en plus, l'éducation ne mène pas toujours à des emplois adéquats, les emplois ne mènent pas à la stabilité économique et les services d'assistance sociale ne répondent pas aux besoins fondamentaux. Une stratégie nationale efficace de réduction de la pauvreté doit aborder les causes profondes de ces problèmes et être intégrée pour assurer l'accès au choix et à l'égalité des chances. Elle doit répondre aux besoins immédiats et générer des solutions pour la prospérité. » – United Way Toronto and York Region

Un objectif clé devrait être l'autonomisation des citoyens. Un grand nombre d'organismes United Way a souligné la nécessité d'inclure des personnes ayant vécu avec la pauvreté, ce qui permettrait de donner à la voix marginalisée de rééquilibrer les programmes et les priorités. Les participants autochtones insistent particulièrement sur la nécessité de respecter les normes socioculturelles, y compris leurs processus de réconciliation.

« Aucune décision à notre égard ne doit être prise sans nous consulter. » – Un participant à la consultation de Calgary

United Way Greater Victoria a souligné la nécessité d'une intervention précoce et de la prévention pour briser le cycle, d'inclure les voix de ceux ayant une expérience vécue,

d'améliorer les conditions de vie dans les réserves. L'assurance-emploi doit être renforcée pour les travailleurs dans le nouveau marché du travail.

Halifax a noté que l'éducation publique est essentielle pour élargir la compréhension et le soutien des solutions. L'engagement des citoyens, du secteur privé et des organismes sans but lucratif et de tous les ordres de gouvernement renforcera la volonté politique.

Plusieurs organismes United Way ont identifié que le financement de base continu pour des initiatives éprouvées mène à de meilleurs résultats et plus durables. Les stratégies durables doivent être basées sur des données et des processus cohérents développés pour mesurer les résultats et pour partager l'information entre tous les niveaux.

Autres enjeux

La pauvreté n'est pas seulement une question de personnes et de familles. Elle contient des éléments démographiques et de quartier qui entraînent une privation et un isolement à plus grande échelle. Beaucoup d'organismes United Way ont attiré l'attention sur le fait que les services communautaires et sociaux disponibles sont difficiles à trouver et que la navigation dans les systèmes complexes constitue un obstacle sérieux pour les nouveaux arrivants, les peuples autochtones et d'autres personnes aux prises avec l'isolement social.

« De grandes concentrations géographiques de la pauvreté générationnelle. Les sous-cultures sociales et les ghettos matériels entraînent des défis sociaux qui se révèlent très difficiles à démêler (forte incidence de dépendance, violence, itinérance et habitations de qualité inférieure, taux de grossesse élevé chez les adolescentes, faible niveau de scolarité, faible participation au marché du travail) et n'entraînent que peu d'aspirations. » - United Way Greater Saint John

De nombreux organismes United Way ont identifié la nécessité d'une réconciliation avec les peuples autochtones du Canada. Les pratiques historiques du colonialisme ont entravé le potentiel des peuples autochtones, tout comme le manque d'accès aux ressources spirituelles et culturelles.

« La réconciliation doit se concentrer sur le "travail en profondeur" requise pour avancer vers une réconciliation avec les peuples autochtones. » – United Way of Greater Victoria

« La guérison devrait se faire de manière holistique à travers la chanson, la danse, la narration, l'éducation formelle et d'autres moyens. » – Anciens autochtones dans une cérémonie du cercle de guérison avec United Way of Calgary

« La population autochtone est très jeune et croît rapidement. Cela représente l'occasion d'élargir l'orientation des services de règlement à ceux qui déménagent des réserves vers les zones urbaines. Le sous-financement dans les réserves est bien documenté en ce qui concerne le bien-être de l'enfance, de l'éducation et de la santé et

les besoins fondamentaux comme le logement, l'eau et la nourriture. » – United Way of Winnipeg

Une autre préoccupation est la nécessité d'améliorer l'accès aux services.

Le United Way of Greater Victoria a noté que beaucoup de gens vivant dans la pauvreté ne savent pas comment accéder aux services, que le reste d'entre nous considère comme acquis, p. ex. les services bancaires, la couverture médicale ou comment remplir une demande d'emploi. La région de Halifax a conclu qu'une certaine forme de support de navigation est nécessaire pour orienter les citoyens vers les services dont ils ont besoin pour participer pleinement à la société.

« Les carrefours communautaires ont été jugés essentiels pour lutter contre la pauvreté. Les carrefours permettent aux personnes d'établir des liens afin de réduire l'isolement social, d'améliorer la fourniture de services et de développer le leadership des résidents... et fournissent un espace communautaire essentiel pour les résidents... où se rassembler et ils occupent une place fondamentale dans la lutte pour la sécurité alimentaire au sein de la communauté. » – United Way of Halifax Region

Plusieurs organismes United Way, y compris ceux de la région de Toronto-York, d'Edmonton et de Moncton, ont également identifié les carrefours communautaires comme une solution pour les quartiers urbains. Les carrefours communautaires améliorent l'accès aux services essentiels tout en favorisant l'inclusion sociale, la cohésion de la communauté et le développement du leadership local. Les carrefours communautaires peuvent prendre diverses formes, y compris les centres communautaires et les centres pour personnes âgées, les écoles, les bibliothèques, etc.

Centraide du Grand Montréal a souligné que 211 revêt une importance particulière pour ceux qui ne connaissent pas le contexte social, y compris les personnes âgées, les analphabètes fonctionnels et les immigrants ne possédant pas de compétences en français ou en anglais.

211 est un moyen éprouvé de mettre en commun les gens avec les services dont ils ont besoin et de soutenir les efforts visant à réduire la pauvreté et l'itinérance. 211 et les carrefours communautaires se complètent en reliant les individus et les familles à l'ensemble de la communauté.

La réduction de la pauvreté ne consiste pas seulement à fournir un soutien au revenu et des services de soutien aux particuliers et aux ménages. La pauvreté est concentrée dans des quartiers particuliers, qui manquent souvent d'infrastructures sociales comme les carrefours communautaires. La pauvreté intergénérationnelle nécessite des initiatives particulières pour rompre le cycle du désespoir et de la dépendance. Les immigrants, les réfugiés et les peuples autochtones ont besoin de services d'accompagnement pour qu'ils s'adaptent à la vie dans les centres urbains du Canada.